

C.C.P.
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
N°

FOURNITURE ET LIVRAISON DE LAITS INFANTILES
POUR LE GHT Plaine De France

La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique (ci-après
« le Code ») :

Appel d'offre ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1 du Code ;

&

Accord-cadre mono-attributaire et multi-attributaires : articles –L.2125-1 et R.2162-2-2°- du Code ;

&

A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code

Pouvoir Adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
Établissement support du GHT Plaine de France
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 OBJET.....	4
ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION	4
ARTICLE 4 FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 6 MODALITES D'EXECUTION	5
ARTICLE 7 PRIX	6
ARTICLE 8 MODALITES DE REVISION DES PRIX	6
ARTICLE 9 CLAUSE DE SAUVEGARDE	6
ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION	7
ARTICLE 11 VERIFICATIONS ET ADMISSION.....	8
ARTICLE 12 FACTURATION	8
ARTICLE 13 CLAUSE DE REEXAMEN	9
ARTICLE 14 PAIEMENT	10
ARTICLE 15 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS	10
ARTICLE 16 PENALITES	11
ARTICLE 17 RESILIATION DU CONTRAT	12
ARTICLE 18 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	12
ARTICLE 19 REGLEMENT DES DIFFERENDS	13
ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	14
CLAUSES TECHNIQUES.....	15
ARTICLE 21 OBJET DE LA PRESTATION	15
ARTICLE 22 DESCRIPTION DES PRODUITS.....	15
ARTICLE 23 QUALITE	17
ARTICLE 24 EMBALLAGE ET CONDITIONNEMENT	18
ARTICLE 25 NUTRITION	18
ARTICLE 26 SECURITE ET TRACABILITE	18
ARTICLE 27 DUREE DE CONSERVATION	18
ARTICLE 28 RECYCLAGE OBLIGATOIRE	18
ARTICLE 29 EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	18

PREAMBULE

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD) ;
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés.
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France, plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève de chaque établissement du GHT Plaine de France :

- Centre Hospitalier de Saint Denis
- Et
- Centre Hospitalier de Gonesse.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 OBJET

Le présent marché, a pour objet la fourniture et livraison de laits infantiles pour les besoins du GHT Plaine de France mentionnés dans son bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

Le présent marché se compose de 11 lots :

- Lot 1 : Lait liquide pour nourrissons, prématuré et enfants de faible poids de naissance en mini-biberon plastique prêt à l'emploi, volume de +/- 70 ml

Avec possibilité de prestations supplémentaires pour un volume de +/- 50 ml et une évolution éventuelle vers des mini-biberons en verre.

- Lot 2 : Lait liquide pour prématurés et enfants de faible poids de naissance.
- Lot 3 : Lait en poudre et liquide standard pour nourrissons
- Lot 4 : Lait liquide de croissance
- Lot 5 : Lait en poudre hydrolysé poussé de protéine pour nourrissons
- Lot 6 : Lait en poudre épaississant
- Lot 7 : Lait en poudre anti-régurgitations
- Lot 8 : Lait en poudre sans lactose
- Lot 9 : Fortifiant du lait féminin pour nourrissons prématurés ou de faible poids de naissance en poudre
- Lot 10 : Préparation épaississantes en poudre
- Lot 11 : Soluté de réhydratation en sachet de poudre

ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS

2, rue du Docteur Delafontaine BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX
Site de Delafontaine

CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE

Boulevard du 19 Mars 1962,
95 500 Gonesse

ARTICLE 4 FORME DE L'ACCORD-CADRE

4.1 PROCEDURE

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code.

4.2 TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre au sens des articles – L.2125-1 et R.2162-2-2° - du Code.

L'accord-cadre est multi-attributaires pour le lot 1, 2 et 3, et mono attributaire pour les lots 4 à 11.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum de 230 000 € HT par an en application de l'article R.2162-4 du Code.

Les quantités prévisionnelles indiquées sur les BPU sont prévisionnels et non contractuelles et données à titre indicatif.

ARTICLE 5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu à compter du 1^{er} avril 2025 et jusqu'au 31 mars 2026.
Il pourra être reconduit tacitement 3 fois par période d'un an soit jusqu'au 31 mars 2029.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 2 mois, soit avant le 1^{er} février de chaque année. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le Titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 6 MODALITES D'EXECUTION

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, y compris si la date de la prise en charge indiquée sur le bon de commande est supérieure à la date de validité du marché.

6.1 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 1 avril 2021 (Document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- L'offre financière du Titulaire
- L'offre technique

Par dérogation aux articles 4.2.1 du CCAG FCS, seuls sont notifiés au Titulaire l'acte d'engagement de l'accord-cadre et le bordereau de prix unitaires.

ARTICLE 7 PRIX

7.1 GENERALITES

L'unité monétaire de compte du présent marché est l'Euro. Les prix sont établis avec deux décimales au maximum.

7.2 CONTENU DU PRIX

Les prix du présent marché sont unitaires et révisables. Ils comprennent les prestations décrites dans le présent cahier, soit la fourniture et la livraison.

ARTICLE 8 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix unitaires hors taxes peuvent varier en hausse ou en baisse, au 1er avril, en fonction de l'évolution du prix tarif que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les nouveaux prix proposés par le titulaire doivent impérativement parvenir par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Direction Des Achats, Cellule Des Marchés du Centre Hospitalier de Saint-Denis, deux mois au moins avant le 1^{er} avril de chaque année, soit au plus tard avant le 1er février.

Ils doivent être accompagnés de son nouveau tarif général ainsi que de toute pièce de nature à justifier sa demande d'ajustement de prix et du BPU réactualisé doit faire apparaître par produit :

- L'ancien prix
- Le nouveau prix unitaire
- L'évolution en pourcentage
- La période d'application des nouveaux prix

Après acceptation par l'administration du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse, les nouveaux prix sont invariables du 1^{er} avril au 31 mars.

ARTICLE 9 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si l'augmentation par rapport au précédent prix unitaire paraît trop importante (+ de 2%) en regard de l'évolution de son budget d'exploitation, le Centre Hospitalier de Saint-Denis peut demander au titulaire :

- De reconsidérer sa demande de révision de prix.
- De surseoir à l'application de la révision des prix,
- Un geste commercial, en modérant la hausse dans des proportions qui seraient en adéquation aux possibilités budgétaires du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse.

A défaut d'un accord entre les deux parties, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent la possibilité de résilier la partie non exécutée concernée du marché, par lettre recommandée avec avis de réception, au minimum un mois avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION

10.1 COMMANDES

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande au Titulaire.

Les bons de commande seront émis par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse au fur et à mesure de leurs besoins.

Compte tenu du démarrage en cours d'année, du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025, chaque établissement sera approvisionné par un seul fournisseur.

Pour le lot 1 :

A partir du 1^{er} janvier 2026 et jusqu'à la fin du marché, un système de tour de lait sera mis en place, avec une répartition de 5 mois / 7 mois entre les fournisseurs sélectionnés.

Il y aura un attributaire pour 7 mois et un attributaire pour 5 mois sur chaque établissement. La répartition sera la suivante :

- Centre Hospitalier de Saint-Denis : Fournisseur A assurera l'approvisionnement pendant 7 mois et Fournisseur B pendant 5 mois.
- Centre Hospitalier de Gonesse : Fournisseur B assurera l'approvisionnement pendant 7 mois et Fournisseur A pendant 5 mois.

Les titulaires doivent assurer un suivi régulier des stocks dans chaque établissement afin de garantir une gestion optimale et éviter un surstockage de produits.

Les titulaires reprennent de tous les produits en fin de leur tour de lait.

Pour les lots 2 et 3 :

La répartition des commandes ci-dessous débutera dès le commencement du marché selon les proportions suivantes :

- Pour le lot 2 : Les commandes seront réparties à hauteur de 80% pour le fournisseur C et de 20% pour le fournisseur D.
- Pour le lot 3 : Les commandes seront réparties à hauteur de 70% pour le fournisseur E et de 30% pour le fournisseur F.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception, tel que, notamment, courrier recommandé avec accusé de réception, courriel, télécopie, support en ligne (EDI= Echanges de Données Informatisées).

Le bon de commande peut contenir, mais ce de manière non obligatoire, les données suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La référence de l'accord-cadre et/ou le lot concerné ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité précises des prestations à exécuter ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Les prix unitaires HT et TTC ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Et tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les

notifier au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

10.2 ANNULATION DE COMMANDE

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire.

Il n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire.

Cependant, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse s'engagent à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du contrat.

ARTICLE 11 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission sont celles prévues aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS. Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse disposent d'un délai de dix (10) jours francs à compter de la fin de la prestation de service pour constater que la prestation répond aux exigences quantitatives et qualitatives prévues.

Si la prestation n'est pas conforme, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse adressent ses réserves par tout moyen au titulaire. Ce dernier dispose d'un délai de 15 jours pour y remédier. A l'issue de ce délai, les prestations seront à nouveau vérifiées. Les prestations pourront être admises avec réfaction (réduction du prix de règlement en rapport avec l'étendue de l'imperfection) ou rejetées. En cas de rejet, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peut prononcer une résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Les opérations de vérification simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps sont effectuées, dans la mesure du possible, au moment même de l'exécution de la prestation. Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse se réservent la possibilité de faire une réclamation dans la journée de livraison.

ARTICLE 12 FACTURATION

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus PortailPro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront envoyées mensuellement.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Centre Hospitalier de Saint Denis et par le Centre Hospitalier de Gonesse.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Les factures sont adressées au Centre Hospitalier de Saint Denis ou Centre Hospitalier de Gonesse ayant émis le(s) bon(s) de commande selon une périodicité définie par ce dernier.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Saint Denis :

SIRET : 26930101600011

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **ECO_RCM (si numéro d'engagement) ou ECO_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Gonesse :

SIRET : 26950004700015

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **SERV_ECOS_FACM (si numéro d'engagement) ou SERV_ECOS_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

La facturation sera établie à la prestation.

Elle devra notamment faire mention des indications suivantes, en plus des mentions légales :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal (identique à celui indiqué sur l'acte d'engagement) ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation exacte de la prestation et sa date ;
- Les montants H.-T., le montant de la TVA, les montants T.T.C ;
- La date de facturation ;

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse vérifient, et rectifient éventuellement, la demande de paiement. A ce titre, la facture émise par la titulaire devra être suffisamment détaillée pour permettre d'exercer un contrôle.

En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire pour correction, elles sont accompagnées d'un courrier, expliquant les raisons du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

Le titulaire doit obligatoirement retourner au Centre Hospitalier de Saint-Denis et au Centre Hospitalier de Gonesse, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

ARTICLE 13 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié selon les conditions ci-dessous :

- Modification significative des réglementations sanitaires ou nutritionnelles applicables au lait infantile ;
- Evolution des besoins du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse justifiant une adaptation du marché ;
- Variation exceptionnelle des coûts des matières premières ;

- Evolution imprévisible des exigences logistiques ou des conditions de livraison ;
- Cas de force majeure affectant la production ou la distribution ;
- Cession ou fusion du Titulaire ;

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

ARTICLE 14 PAIEMENT

14.1 MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif au numéro de compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement.

NOTA : Aucun paiement ne peut être effectué sur un compte différent de celui précisé sur l'acte d'engagement. En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire doit en aviser les deux Centres Hospitaliers et lui communiquer le numéro et l'intitulé du nouveau compte courant au profit duquel les règlements doivent être effectués. A défaut, la facture transmise sera rejetée.

L'unité monétaire est l'euro.

Le marché est financé sur les fonds propres de chaque hôpital (Centre Hospitalier de Saint-Denis ou Centre Hospitalier de Gonesse)

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par :

- Le comptable assignataire du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 :

- Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40euros.
- Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 15 ASSURANCE ET PIECES A FOURNIR TOUS LES 6 MOIS

15.1 ASSURANCES

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations pourrait causer :

À son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers ;

À ses biens et/ou aux biens appartenant à l'administration ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement les mesures de prévention ou les consignes exigées pour l'exécution de ses prestations.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations, de même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, ainsi que celle des éventuels sous-traitants sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

De même, il s'engage à remettre aux deux Centres Hospitaliers, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification ou de la reconduction du contrat, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

15.2 PIECES FISCALES

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail sont transmises systématiquement tous les 6 mois pendant toute la durée du présent accord-cadre et ce, sans demande expresse du Centre Hospitalier de Saint Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse.

En cas de non-présentation de ces documents, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, le Centre Hospitalier de Saint Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse mettent en œuvre la résiliation du présent accord-cadre aux torts du Titulaire selon les dispositions de l'article 36 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2142-3 et R2142-4 et à l'article R2143-3 et R2143-4 du Code ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le présent accord-cadre est résilié aux torts du Titulaire, sans indemnités, selon les modalités du CCAG-FCS ;

Le Titulaire certifie avoir respecté les formalités définies à l'article L8221-3 du Code du Travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 16 PENALITES

Les pénalités encourues par le titulaire seront appliquées du simple fait de la constatation du manquement sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables et commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

16.1 NON-CONFORMITE DE LA LIVRAISON

500 € HT, pour chaque livraison non conforme à la commande sans information préalable de la part du titulaire.

16.2 RETARD

5% du bon de commande par jour ouvré de retard, dans la limite de 35% du montant du bon de commande.

16.3 NON-RESPECT DES MODALITES DE LIVRAISON EN MOINS DE 24H EN CAS D'URGENCE POUR EVITER LES RUPTURES, INDIQUE DANS LE MEMOIRE DU CANDIDAT

300 € HT par manquement.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse.

ARTICLE 17 RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre VI du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

17.1 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le Chapitre 6 du CCAG-FCS relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse informent le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire n'a pas respecté les dispositions prévues à l'accord-cadre ;
- Non-respect répété des délais de livraison des prestations
- En cas d'augmentation des prix non conforme au CCP

À défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque le Titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'accord-cadre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse sont en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi.

Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse peuvent pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, tel que prévu à l'article 45 du CCAG-FCS, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du Centre Hospitalier de Saint-Denis et du Centre Hospitalier de Gonesse, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non présentation de factures, un titre de recette sera émis par le Centre Hospitalier de Saint-Denis et le Centre Hospitalier de Gonesse.

ARTICLE 19 REGLEMENT DES DIFFERENDS

19.1 REGLEMENT A L'AMIABLE

Le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse, le titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre Hospitalier de Saint Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint Denis ou au Centre Hospitalier de Gonesse dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

19.2 TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de règlement amiable, relatif à **la procédure et à l'exécution** de l'accord-cadre **au Centre hospitalier de Saint-Denis**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative le tribunal administratif de Montreuil (93) sera seul compétent à statuer sur les litiges relatifs l'exécution à l'accord-cadre, conformément à la législation en vigueur.

TA de Montreuil, 7 Rue
Catherine Puig 93100 MONTREUIL
Téléphone : 01 49 20 20 00
Télécopie : 01 49 20 20 99 Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

A défaut de règlement amiable, relatif à **l'exécution** de l'accord-cadre **au Centre hospitalier de Gonesse**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Cergy-
Pontoise 2-4 boulevard de
l'Hautil
BP 322 95027 Cergy-Pontoise Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00

ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans le CCP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le Centre Hospitalier de Saint-Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse de prendre une décision spécifique en ce sens.

CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 21 OBJET DE LA PRESTATION

Le présent marché, a pour objet la fourniture et livraison de laits infantiles pour les besoins du GHT Plaine de France :

Pour les lots 1-2-3, deux fournisseurs seront retenus.

Pour les lots 4-5-6-7-8-9-10-11, un fournisseur sera retenu.

La quantité estimée de lait infantile en mini-biberons plastique pour les deux Centres Hospitaliers sera déterminé en fonction des besoins mensuels pour le Centre Hospitalier de Saint-Denis et pour le Centre Hospitalier de Gonesse.

- Lot 1 : Lait liquide pour nourrissons, prématuré et enfants de faible poids de naissance en mini-biberon plastique prêt à l'emploi, volume de +/- 70 ml
Avec possibilité de prestations supplémentaires pour un volume de +/- 50 ml et une évolution éventuelle vers des mini-biberons en verre.
- Lot 2 : Lait liquide pour prématurés et enfants de faible poids de naissance.
- Lot 3 : Lait en poudre et liquide standard pour nourrissons
- Lot 4 : Lait liquide de croissance
- Lot 5 : Lait en poudre hydrolysé poussé de protéine pour nourrissons
- Lot 6 : Lait en poudre épaississant
- Lot 7 : Lait en poudre anti-régurgitations
- Lot 8 : Lait en poudre sans lactose
- Lot 9 : Fortifiant du lait féminin pour nourrissons prématurés ou de faible poids de naissance en poudre
- Lot 10 : Préparation épaississantes en poudre
- Lot 11 : Soluté de réhydratation en sachet de poudre

ARTICLE 22 DESCRIPTION DES PRODUITS

22.1 LOT 1 : LAIT LIQUIDE POUR NOURRISSONS, PREMATURE ET ENFANTS DE FAIBLE POIDS DE NAISSANCE EN MINI-BIBERON PLASTIQUE PRET A L'EMPLOI, VOLUME DE +/- 70 ML

Description : Le lait infantile en mini-biberon est un lait prêt à l'emploi, stérile et pratique, conçu pour répondre aux besoins nutritionnels des nourrissons selon leur âge (0-12 mois)

Formulation : Formulé selon des normes strictes, il contient un mélange équilibré de protéines, lipides, glucides, et micronutriments.

Indication : Il est indiqué comme substitut ou complément au lait maternel.

22.2 LOT 2 : LAIT LIQUIDE POUR PREMATURES ET ENFANTS DE FAIBLE POIDS DE NAISSANCE

Description : Formule spécifique destinée aux bébés nés avant 37 semaines de grossesse. Ce lait est plus riche en protéines et en calories pour aider à la croissance rapide des nourrissons prématurés.

Formulation : Lait en poudre ou liquide avec des niveaux élevés de protéines, de graisses et de minéraux.

Indication : Nourrissons prématurés ou de faible poids à la naissance.

22.3 LOT 3 : LAIT EN POUDRE ET LIQUIDE STANDARD POUR NOURRISSONS

Description : Le lait infantile en poudre (formule déshydratée à reconstituer avec de l'eau) et liquide (Prêt à l'emploi, stérile et pratique) standard sont des substituts du lait maternel adaptés aux besoins nutritionnels des bébés de 0 à 6 mois (1^{er} âge) ou de 6 à 12 mois (2^{ème} âge)

Formulation : Ces laits contiennent des protéines adaptées, des lipides, des glucides, et des micronutriments essentiels (fer, vitamines, etc.), conformément aux normes strictes pour nourrissons.

Indication : Nourrissons en bonne santé, sans pathologie particulière, lait 1^{er} âge pour 0-6 mois et lait 2^{ème} âge pour 6-12 mois.

22.4 LOT 4 : LAIT LIQUIDE DE CROISSANCE

Description : Le lait de croissance est une formule spécialement conçue pour les enfants de 1 à 3 ans, c'est un lait enrichi en nutriments essentiels pour accompagner la croissance et combler les besoins spécifiques des tout-petits.

Formulation : Il contient des protéines adaptées, plus de fer, de vitamines (A, D, C) et d'acides gras essentiels que le lait de vache, une teneur réduite en protéines et en graisses saturées pour éviter les excès.

Indication : Recommandé en complément d'une alimentation diversifiée, utilisé pour soutenir la croissance, le développement cérébral, et les besoins en énergie des jeunes enfants.

22.5 LOT 5 : LAIT EN POUDRE HYDROLYSAT POUSSE DE PROTEINE

Description : Formule adaptée pour les nourrissons présentant un risque élevé de développer des allergies. Le lait est formulé pour être plus facilement digéré.

Formulation : Protéines partiellement hydrolysées ou entièrement hydrolysées pour réduire le risque allergique.

Indication : Nourrissons à risque d'allergies alimentaires, notamment aux protéines de lait de vache.

22.6 LOT 6 : LAIT EN POUDRE EPAISSISSANT

Description : Lait infantile enrichi en agents épaississants (gomme de caroube, amidon, etc.) qui lui donnent une consistance plus dense.

Formulation : Une base laitière, des agents épaississants (gomme de caroube, amidon) et des nutriments essentiels (vitamines, minéraux).

Indication : Utilisé pour répondre à divers besoins, comme les troubles de déglutition (dysphagie) ou les régurgitations.

22.7 LOT 7 : LAIT EN POUDRE ANTI-REGURGITATIONS

Description : Lait conçu pour les nourrissons souffrant de régurgitations ou de reflux gastro-œsophagiens, formulé avec des agents épaississants qui agissent dès l'ingestion ou dans l'estomac.

Formulation : Lait épaissi avec des agents épaississants comme l'amidon de maïs ou la gomme de caroube.

Indication : Nourrissons souffrant de régurgitation fréquente ou de reflux gastro-œsophagien (RGO).

22.8 LOT 8 : LAIT EN POUDRE SANS LACTOSE

Description : Lait destiné aux nourrissons ayant une intolérance au lactose.

Formulation : Lait sans lactose ajouté, ou avec des substituts comme le glucose ou des protéines de soja.

Indication : Nourrissons intolérants au lactose.

22.9 LOT 9 : FORTIFIANT DU LAIT FEMININ POUR NOURRISSONS PREMATURES OU DE FAIBLE POIDS DE NAISSANCE EN POUDRE

Description : Supplément nutritionnel conçu pour répondre aux besoins spécifiques des nourrissons prématurés ou de faible poids de naissance

Formulation : Il enrichit le lait maternel en protéines, calories, minéraux (calcium, phosphore), vitamines (A, D, E, K, B), et acides gras essentiels (DHA, ARA) pour favoriser une croissance optimale et le développement du cerveau et des os.

Indication : Pour les prématurés et les nourrissons de faible poids ou avec une croissance insuffisante, il est administré en complément du lait maternel exprimé.

22.10 LOT 10 : PREPARATION EPAISSISSANTES POUR POUDRE

Description : Les épaississants pour nourrissons augmentent la viscosité du lait maternel ou des préparations lactées pour réduire les régurgitations et traiter le reflux gastro-œsophagien (RGO)

Formulation : Ils contiennent des polysaccharides (amidon de riz, gomme de caroube) ou des fibres solubles, adaptés au système digestif des bébés.

Indication : Indiqués en cas de RGO, régurgitations fréquentes ou besoins particuliers, ils se mélangent au lait, ils améliorent le confort digestif et réduisent les troubles liés au reflux.

22.11 LOT 11 : SOLUTE DE REHYDRATATION EN SACHET DE POUDRE

Description : C'est une solution utilisée pour prévenir ou traiter la déshydratation liée à des diarrhées, vomissements ou fièvre.

Formulation : Il contient des électrolytes (sodium, potassium), des glucides (glucose) et des bicarbonates ou citrates pour rétablir l'équilibre hydrique et corriger l'acidose.

Indication : Pour la déshydratation légère à modérée ou sa prévention, il est administré en petites quantités fréquentes pour une absorption efficace. Essentiel en cas de pertes hydriques, il soutient la récupération rapide des nourrissons.

ARTICLE 23 QUALITE

- Les produits doivent être conformes aux normes de sécurité alimentaire et aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en matière de nutrition infantile.
- Aucun ajout de conservateurs ou colorants artificiels n'est autorisé.
- Les produits doivent être certifiés ISO 9001 ou toute autre certification de qualité reconnue internationalement.
- Le lait en poudre doit être facilement soluble dans l'eau à température ambiante, sans laisser de grumeaux.

- Les conditions de stockage doivent respecter les températures de conservation et la durée de validité du produit.

ARTICLE 24 EMBALLAGE ET CONDITIONNEMENT

- Lait en poudre : Le lait en poudre doit être conditionné en boîtes hermétiques, résistantes à l'humidité, et comportant un système de fermeture sécurisé. Chaque boîte doit indiquer clairement la date de péremption et les conditions de conservation.
- Mini-biberon et lait liquide : Conditionné en bouteilles stériles, avec une étiquette indiquant les informations nutritionnelles et de sécurité.
- Les quantités de lait livrées devront être spécifiées en termes de volume ou de poids net, ainsi que la durée de conservation du produit.

ARTICLE 25 NUTRITION

- Les valeurs nutritionnelles doivent respecter les normes en vigueur (valeurs minimales et maximales) pour chaque type de lait (protéines, lipides, glucides, vitamines, minéraux, etc.).
- Pour les laits anti-régurgitation, la viscosité et la capacité de réduction des régurgitations doivent être conformes aux spécifications données.

ARTICLE 26 SECURITE ET TRACABILITE

- Le fournisseur doit garantir que chaque lot est tracé, et un système de traçabilité doit être mis en place pour toutes les étapes de la production et de la distribution.
- Chaque lot doit être accompagné de son certificat d'analyse de qualité.
- En cas de retrait de lot pour défaut de qualité, le fournisseur s'engage à récupérer le produit dans les plus brefs délais.

ARTICLE 27 DUREE DE CONSERVATION

Les produits doivent avoir une durée de conservation d'au moins 12 mois à compter de la date de livraison.

ARTICLE 28 RECYCLAGE OBLIGATOIRE

Pour le Centre Hospitalier de Gonesse

- Le fournisseur devra proposer un système de recyclage des mini-biberons plastiques utilisées, selon les législations en vigueur.
- Préciser les modalités de collecte et coûts liés au recyclage des mini-biberons en plastique

ARTICLE 29 EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

- Responsabilité environnementale : Respect des critères écologiques dans le processus de fabrication, emballage recyclable, etc.
- Responsabilité sociale : Engagements en matière de conditions de travail, respect des droits humains, etc.